

Art. 11. – Les représentants des personnels sont élus pour trois ans renouvelables, par vote à bulletin secret à la majorité relative.

Les représentants des élèves sont élus, pour un an renouvelable, dans les conditions prévues à l'alinéa précédent.

Les suppléants n'assistent aux réunions qu'en l'absence des titulaires qu'ils remplacent.

En cas d'égalité des voix, l'élection est faite au bénéfice de l'âge.

Art. 12. – Lorsque le siège d'un membre du conseil d'école devient vacant, il est procédé à un renouvellement partiel dans les conditions prévues par le présent arrêté.

TITRE IV

DÉROULEMENT ET RÉGULARITÉ DES SCRUTINS

Art. 13. – Le dépôt de candidature est obligatoire. La déclaration de candidature signée par les candidats doit être adressée ou déposée auprès du directeur de chaque école.

Le dépôt des candidatures doit intervenir au moins quinze jours avant la date du scrutin.

Les listes de candidats sont publiées par voie d'affichage.

Art. 14. – Les bulletins de vote et les enveloppes sont établis aux frais de chaque école.

Il est assuré une stricte égalité entre les candidats, notamment en ce qui concerne la répartition des emplacements réservés à l'affichage électoral.

Art. 15. – Pendant la durée du scrutin, toute propagande est interdite à l'intérieur des salles, où sont installés les bureaux de vote.

Art. 16. – Il est institué un bureau de vote dans chacune des écoles.

Chaque bureau de vote est composé d'un président nommé par le directeur et d'au moins deux assesseurs.

Les listes de candidats peuvent désigner un assesseur.

Chaque directeur d'école précise l'organisation matérielle du vote.

Art. 17. – Sont considérés comme nuls :

- les bulletins comportant un nombre de noms supérieur à celui des sièges à pourvoir ;
- les bulletins blancs ;
- les bulletins dans lesquels les votants se sont fait connaître ;
- les bulletins trouvés dans l'urne sans enveloppe ou dans des enveloppes non réglementaires ;
- les bulletins écrits sur papier d'une couleur différente de celle qui a été retenue pour le collège ;
- les bulletins ou enveloppes portant des signes intérieurs ou extérieurs de reconnaissance ;
- les bulletins comprenant des noms de personnes n'ayant pas fait acte de candidature.

Si une enveloppe contient plusieurs bulletins, le vote est nul quand les bulletins comportent des noms différents. Les bulletins multiples ne comptent que pour un seul quand ils désignent le même nom.

Art. 18. – Le bureau de vote procède immédiatement au dépouillement assisté le cas échéant de scrutateurs désignés parmi les électeurs présents.

Le dépouillement est public.

Le nombre des enveloppes est vérifié dès l'ouverture de l'urne. Si leur nombre est différent de celui des émargements, il en est fait mention au procès-verbal.

Les bulletins blancs et nuls sont annexés au procès-verbal ainsi que les enveloppes non réglementaires et contresignées par les membres du bureau. Chacun des bulletins annexés doit porter mention des causes de l'annexion.

A l'issue des opérations électorales, chaque bureau de vote dresse un procès-verbal.

Art. 19. – Les résultats sont dépouillés par voie d'affichage dès la fin des opérations de dépouillement et en tout état de cause le lendemain à midi au plus tard.

Art. 20. – Les contestations sur la validité des opérations électorales sont portées, dans un délai de quinze jours à compter de la proclamation des résultats, devant le directeur de l'école, avant tout recours devant le tribunal administratif.

Art. 21. – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 26 mai 1997.

FRANÇOIS FILLON

Arrêté du 28 mai 1997 modifiant l'arrêté du 21 novembre 1996 portant autorisation d'établissement et d'exploitation d'un réseau de télécommunications ouvert au public ALT 1

NOR : MIPP9700122A

Le ministre délégué à la poste, aux télécommunications et à l'espace,

Vu le code des postes et télécommunications, et notamment l'article L. 33-1 ;

Vu l'arrêté du 21 novembre 1996 portant autorisation d'établissement et d'exploitation d'un réseau de télécommunications ouvert au public ALT 1, et notamment son article 2 ;

Vu les courriers présentés par France-Manche SA les 21 janvier et 14 mai 1997 ;

Vu la décision n° 97-134 en date du 21 mai 1997 de l'Autorité de régulation des télécommunications approuvant le projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 21 novembre 1996 portant autorisation d'établissement et d'exploitation d'un réseau de télécommunications ouvert au public ALT 1,

Arrête :

Art. 1^{er}. – La société Eurotunnel Développement SA est autorisée, en lieu et place de la société France Manche SA, à établir et à exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public selon les prescriptions techniques et réglementaires fixées dans l'arrêté du 21 novembre 1996 susvisé.

Art. 2. – Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du 21 novembre 1996 susvisé, le nom de la société autorisée : « France Manche SA » est remplacé par : « Eurotunnel Développement SA ».

Art. 3. – L'article 2 de l'arrêté du 21 novembre 1996 susvisé est abrogé.

Art. 4. – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 28 mai 1997.

FRANÇOIS FILLON

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE LA PÊCHE ET DE L'ALIMENTATION

Arrêté du 10 avril 1997 relatif aux conditions de police sanitaire régissant la mise sur le marché d'animaux et de produits d'aquaculture

NOR : AGRG9602528A

Le ministre de l'économie et des finances et le ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation,

Vu la directive 91/67/CEE du Conseil du 28 janvier 1991 relative aux conditions de police sanitaire régissant la mise sur le marché d'animaux et de produits d'aquaculture, modifiée par les directives 93/54/CEE du Conseil du 24 juin 1993 et 95/22/CE du Conseil du 22 juin 1995 ;

Vu la décision 92/532/CEE de la Commission du 19 novembre 1992 fixant les plans d'échantillonnage et les méthodes de diagnos-

tic pour la détection et la confirmation de la présence de certaines maladies des poissons, modifiée par la décision 96/240/CE de la Commission du 5 février 1996 ;

Vu la décision 93/22/CEE de la Commission du 11 décembre 1992 fixant les modèles des documents de transport prévus à l'article 14 de la directive 91/67/CEE ;

Vu le code rural, notamment ses articles 214, 215-8, 224, 225, 275-1 à 275-9 et 337 ;

Vu le code des douanes, notamment son article 38 ;

Vu le décret n° 63-136 du 18 février 1963 relatif aux mesures de lutte contre les maladies des animaux ;

Vu le décret n° 95-1408 du 28 décembre 1995 ajoutant à la Nomenclature des maladies des animaux réputées contagieuses la

nécrose hématopoïétique infectieuse et la septicémie hémorragique virale de certaines espèces de poissons ainsi que l'anémie infectieuse du saumon ;

Vu l'arrêté du 30 mars 1987 concernant la prohibition de l'importation des poissons vivants, d'œufs et de sperme vivants de poissons ;

Vu l'arrêté du 6 juin 1994 modifié relatif aux conditions sanitaires d'importation d'animaux vivants, de produits d'origine animale et de denrées animales ou d'origine animale en provenance des pays tiers ;

Vu l'arrêté du 9 juin 1994 relatif aux règles applicables aux échanges d'animaux vivants, de semences et d'embryons et à l'organisation des contrôles vétérinaires ;

Vu l'avis de la Commission nationale vétérinaire,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. – Le présent arrêté définit les conditions de police sanitaire régissant la mise sur le marché d'animaux et de produits d'aquaculture, à l'exclusion des mollusques et crustacés marins.

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des dispositions communautaires ou nationales relatives à la conservation des espèces.

Art. 2. – Aux fins du présent arrêté, on entend par :

1. Animaux d'aquaculture : les poissons marins et d'eau douce, les crustacés et mollusques d'eau douce, vivants, quel que soit leur stade de développement, provenant d'une exploitation et ceux d'origine sauvage destinés à une exploitation ;

2. Produits d'aquaculture : les produits dérivés des animaux d'aquaculture, qu'ils soient destinés à l'élevage, tels que les œufs et les gamètes, ou à la consommation humaine ;

3. Exploitation : d'une manière générale, toute installation continentale ou littorale, géographiquement délimitée, dans laquelle des animaux d'aquaculture sont élevés ou détenus en vue de leur mise sur le marché ;

4. Exploitation indemne (ou agréée au sens de la directive 91/67/CEE) : exploitation continentale ou littorale non située dans une zone indemne mais remplissant, selon le cas, les conditions des articles 15 ou 16 et reconnue comme telle par la Commission européenne ;

5. Exploitation suspectée d'être infectée : exploitation qui détient des poissons présentant soit des signes cliniques soit des lésions *post mortem* soit des réactions douteuses à des tests effectués par un laboratoire agréé permettant de suspecter une maladie réputée contagieuse ;

6. Exploitation infectée : exploitation qui détient des poissons sur lesquels la présence d'une maladie réputée contagieuse a été confirmée ainsi que l'exploitation vidée et non encore désinfectée ;

7. Zone continentale : soit un territoire comprenant un ou plusieurs bassins versants entiers, depuis les sources des cours d'eau jusqu'à la zone d'influence de la mer, soit une partie d'un bassin versant depuis les sources des cours d'eau jusqu'à une barrière naturelle ou artificielle qui empêche la migration des poissons se trouvant en aval ;

8. Zone littorale : partie de côte, d'eau marine ou d'estuaire, clairement délimitée géographiquement et représentant un système hydrologique homogène ou une série de ces systèmes ;

9. Zone indemne (ou agréée au sens de la directive 91/67/CEE) : zone continentale ou littorale, remplissant, selon le cas, les conditions de l'article 11 ou 14 et reconnue comme telle par la Commission européenne ;

10. Visite sanitaire : contrôle d'une exploitation ou d'une zone continentale ou littorale, effectué par les agents des services vétérinaires ou toute personne habilitée par ces services. Elle comporte au moins une inspection des animaux présentant des anomalies et un prélèvement d'échantillons à destination d'un laboratoire agréé ;

11. Mise sur le marché : la détention, la mise en vente, la vente, la livraison, le transfert et le repeuplement d'animaux et de produits d'aquaculture, y compris ceux importés d'un pays tiers et ceux en provenance ou à destination d'un Etat membre de la Communauté européenne ;

12. Laboratoire agréé : tout laboratoire figurant sur une liste établie par le ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation, chargé par lui d'effectuer sous sa responsabilité, les tests de diagnostic et de confirmation de la présence des maladies figurant à l'annexe I.

Les qualifications définies aux points 4 et 9 ci-dessus ne préjugent pas de l'agrément des exploitations concernées par le décret n° 90-804 du 7 septembre 1990 pris pour l'application de l'article L. 232-12 du code rural et relatif à l'agrément des établissements de pisciculture ou d'aquaculture.

TITRE I^{er}

MISE SUR LE MARCHÉ

Art. 3. – Pour être mis sur le marché les animaux d'aquaculture doivent répondre aux exigences générales suivantes :

a) Ils ne présentent aucun signe clinique de maladie au jour d'embarquement ;

b) Ils ne sont pas destinés à la destruction ou à l'abattage dans le cadre d'un plan d'éradication d'une maladie visée à l'annexe I ;

c) Ils ne proviennent pas d'une exploitation infectée ou suspectée d'être infectée d'une maladie réputée contagieuse.

Pour être mis sur le marché, les produits d'aquaculture destinés à la reproduction, œufs et gamètes, doivent provenir d'animaux répondant aux exigences énoncées aux points a, b et c ci-dessus.

Pour être mis sur le marché, les produits d'aquaculture destinés à la consommation doivent provenir d'animaux répondant à l'exigence énoncée au point a ci-dessus.

Art. 4. – Outre les exigences générales de l'article précédent, les animaux d'aquaculture des espèces sensibles aux maladies de la liste II de l'annexe I, leurs œufs ou leurs gamètes, introduits dans une zone ou une exploitation indemne, doivent être accompagnés d'un document de transport conforme aux modèles 1 ou 2 de l'annexe II attestant qu'ils proviennent, selon le cas, d'une zone ou d'une exploitation indemne et délivré selon les dispositions de l'article 9.

Un arrêté du ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation prévoit des garanties complémentaires à respecter pour l'introduction dans une zone indemne de poissons provenant d'une exploitation indemne.

Art. 5. – Outre les exigences générales de l'article 3 et sans préjudice des mesures relatives aux maladies visées à la liste III de l'annexe I, les animaux et produits d'aquaculture n'appartenant pas aux espèces sensibles aux maladies de la liste II de l'annexe I introduits dans une zone ou une exploitation indemne doivent être accompagnés d'un document de transport conforme au modèle 3 de l'annexe II attestant qu'ils proviennent, selon le cas, d'une zone ou d'une exploitation indemne ou d'une exploitation située dans une zone non indemne, mais ne renfermant pas d'animaux appartenant aux espèces sensibles aux maladies de la liste II de l'annexe I et n'étant pas en contact avec des cours d'eau ou des eaux littorales ou d'estuaire, et délivré selon les dispositions de l'article 9.

Art. 6. – Outre les exigences générales de l'article 3 et sans préjudice des mesures relatives aux maladies de la liste III de l'annexe I, les poissons ou crustacés sauvages, leurs œufs et gamètes introduits dans une zone ou une exploitation indemne doivent être accompagnés d'un document du modèle 4 de l'annexe II attestant qu'ils proviennent d'une zone indemne et délivré selon les dispositions de l'article 9.

Lorsqu'ils sont pêchés en haute mer et destinés à la reproduction dans une zone ou une exploitation indemne, ces animaux font l'objet d'une mise en quarantaine sous la surveillance d'un vétérinaire sanitaire, dans des installations et des conditions appropriées.

Art. 7. – Les dispositions des articles 5 et 6 ne s'appliquent pas aux poissons tropicaux d'ornement maintenus en permanence en aquarium.

Art. 8. – Les poissons sensibles aux maladies des listes I et II de l'annexe I originaires d'une zone non indemne et destinés à une zone indemne en vue de la consommation humaine doivent être abattus et éviscérés avant leur expédition.

TITRE II

TRANSPORT

Art. 9. – Les documents de transport visés aux articles 4 à 6 sont délivrés par les services vétérinaires dans les quarante-huit heures précédant le chargement dans la langue officielle du lieu de destination. Ils ne comportent qu'un seul feuillet et ne concernent qu'un seul destinataire. Leur durée de validité est de dix jours.

Chaque envoi d'animaux et de produits d'aquaculture est identifié de façon précise, afin de permettre de retrouver l'exploitation d'origine et de vérifier la concordance de ces animaux ou produits avec les renseignements figurant sur le document de transport qui les accompagne. Ces renseignements doivent être apposés directement sur le conteneur ou sur une étiquette qui lui est attachée ou sur le document de transport.

Art. 10. – Les animaux d'aquaculture sont acheminés dans les délais les plus brefs vers le lieu de destination à l'aide de moyens de transport préalablement nettoyés et désinfectés avec un désinfectant autorisé.

Si de l'eau est utilisée pour le transport terrestre, les véhicules sont aménagés de telle sorte qu'elle ne puisse pas s'écouler du véhi-

cule pendant le transport. Le transport est effectué de manière à assurer une protection efficace du statut sanitaire des animaux d'aquaculture. Le renouvellement de l'eau est effectué dans des installations autorisées qui répondent aux conditions suivantes :

- l'eau de renouvellement n'est pas susceptible de transmettre les maladies des listes I et II de l'annexe I ;
- l'eau de rejet est désinfectée ou épanchée sans qu'un déversement direct dans des eaux libres ne puisse se produire.

La liste des installations de renouvellement autorisées est établie par le ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation.

TITRE III

ZONES ET EXPLOITATIONS INDEMNES

CHAPITRE I^{er}

Zones indemnes

Art. 11. - Pour être reconnue indemne, une zone continentale doit répondre aux conditions suivantes :

- tous les poissons sont exempts, depuis au moins quatre ans, de toute manifestation de l'existence d'une ou de plusieurs des maladies de la liste II de l'annexe I ;
- toutes les exploitations sont placées sous la surveillance des services vétérinaires. Pendant quatre ans, deux visites annuelles ont eu lieu durant les périodes où la température de l'eau est favorable au développement de ces maladies. S'il n'existe aucune exploitation dans la zone, ces visites sont réalisées dans la partie aval du bassin versant. Chaque visite comporte :
 - une inspection des poissons présentant des anomalies ;
 - un prélèvement d'échantillons pour l'obtention du statut indemne, selon le plan établi à l'annexe III. Les échantillons sont analysés dans un laboratoire agréé ;
- les examens de laboratoire sur les poissons prélevés lors de ces visites donnent des résultats négatifs en ce qui concerne les agents des maladies de la liste II de l'annexe I.

Toutefois, les zones qui ont des données historiques peuvent être reconnues indemnes lorsque :

- leur situation géographique ne permet pas une introduction facile des maladies ;
- les maladies de la liste II de l'annexe I sont à déclaration obligatoire ;
- aucun cas de ces maladies n'a été déclaré ;
- l'introduction de poissons, œufs ou gamètes est effectuée à partir de zones ou d'exploitations indemnes soumises à un contrôle officiel et présentant des garanties sanitaires équivalentes ;
- chaque élevage est contrôlé officiellement depuis au moins dix ans, à raison de deux visites annuelles comportant une inspection des poissons présentant des anomalies.

La période de ce contrôle officiel peut être réduite à cinq ans aux conditions suivantes :

- chaque élevage est contrôlé officiellement depuis au moins cinq ans, à raison de deux visites annuelles ;
- chaque visite comporte :
 - une inspection des poissons présentant des anomalies ;
 - un prélèvement d'échantillons d'au moins trente poissons lors de chaque visite.

Les opérateurs qui sollicitent que la zone dans laquelle ils exercent bénéficie des dispositions relatives aux données historiques doivent formuler leur demande au directeur des services vétérinaires qui transmettra le dossier au ministère de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation de manière qu'il puisse le présenter à la Commission européenne au plus tard le 31 décembre 1996.

Art. 12. - Pour continuer à être reconnue indemne, une zone continentale doit présenter les garanties suivantes :

- les poissons introduits dans la zone proviennent d'une zone ou d'une exploitation indemne ;
- les responsables de chaque exploitation tiennent un registre où figurent les résultats des visites sanitaires et les mouvements d'animaux ;
- toutes les exploitations sont placées sous la surveillance des services vétérinaires. Deux visites annuelles ont lieu durant les périodes de l'année où la température de l'eau est favorable au développement des maladies de la liste II de l'annexe I. S'il n'existe aucune exploitation dans la zone, ces visites sont réalisées dans la partie aval du bassin versant. Chaque visite comporte :
 - une inspection des poissons présentant des anomalies ;
 - un prélèvement d'échantillons pour le maintien du statut indemne selon le plan établi à l'annexe III. Les échantillons sont analysés dans un laboratoire agréé ; toutefois, les pré-

lèvements sont effectués chaque année, par roulement, dans 50 % des exploitations de la zone ;

- les résultats des examens de laboratoire pratiqués sur les poissons prélevés sont négatifs en ce qui concerne les agents des maladies de la liste II de l'annexe I.

Art. 13. - Toute mortalité anormale ou tout autre symptôme pouvant constituer une suspicion de maladie de la liste II de l'annexe I sont déclarés dans les meilleurs délais aux services vétérinaires qui en informent immédiatement le ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation (directeur général de l'alimentation), qui suspend la reconnaissance du statut indemne de la zone continentale, ou d'une partie de cette zone.

Un prélèvement d'au moins dix poissons malades est adressé à un laboratoire agréé.

En cas de résultats négatifs pour les agents pathogènes en cause, le ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation lève la suspension. Toutefois, si un résultat est douteux, une nouvelle visite sanitaire est effectuée dans les quinze jours suivant le premier prélèvement. Si les résultats sont à nouveau négatifs, ou s'il n'y a plus d'animaux malades, la suspension est levée.

En cas de résultats positifs, le ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation supprime la reconnaissance du statut indemne de la zone et en informe la Commission européenne qui modifie la liste des zones reconnues indemnes.

Pour être à nouveau reconnues indemnes, les zones doivent répondre aux conditions suivantes :

- lors de la confirmation du foyer, tous les poissons des exploitations infectées sont abattus, leurs produits éliminés et les installations et le matériel désinfectés ;
- après l'élimination du foyer, une procédure de qualification telle que prévue à l'article 11 doit être mise en œuvre.

Art. 14. - Pour être reconnue indemne, une zone littorale doit répondre aux conditions énoncées à l'article 11.

Pour continuer à être reconnue indemne, une zone littorale doit répondre aux conditions énoncées à l'article 12.

Le ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation suspend, rétablit ou supprime la reconnaissance du statut indemne de la zone littorale, selon les règles fixées par l'article 13.

CHAPITRE II

Exploitations indemnes dans une zone non indemne

Art. 15. - Pour être reconnue indemne, une exploitation continentale non située dans une zone indemne doit répondre aux conditions suivantes :

- elle est alimentée en eau de puits, de source ou de forage. Si le point d'alimentation en eau se trouve éloigné de l'exploitation, l'eau doit être acheminée par une canalisation ou un conduit naturel pour autant que cela ne constitue pas une source de contamination et ne permette pas l'introduction de poissons sauvages ;
- il existe en aval de l'exploitation un obstacle naturel ou artificiel qui empêche la pénétration de poissons sauvages ;
- si nécessaire, elle est protégée contre l'inondation ;
- elle répond elle-même à tous les critères fixés pour une zone à l'article 11 ; en outre, lorsque la reconnaissance du statut indemne est demandée sur la base de données historiques sur une période de dix ans, l'exploitation doit avoir été soumise à un contrôle clinique et à un prélèvement d'échantillons au moins une fois par an.

Une exploitation qui répond aux conditions de l'alinéa précédent, exceptée celle du quatrième tiret, et qui commence son activité avec des animaux ou produits d'aquaculture originaires d'une zone ou d'une exploitation indemne, peut être reconnue indemne sans subir les prélèvements requis pour l'octroi du statut indemne.

Une exploitation qui répond aux conditions du premier alinéa du présent article, exceptée celle du quatrième tiret, et qui recommence à fonctionner après une interruption à partir d'animaux ou de produits d'aquaculture originaires d'une zone ou d'une exploitation indemne, peut être reconnue indemne sans subir les prélèvements requis pour l'octroi du statut indemne, à condition que :

- l'historique sanitaire de l'exploitation soit connu des services vétérinaires depuis quatre ans ;
- aucun cas de maladie de la liste II de l'annexe I n'ait été déclaré dans cette exploitation au cours des quatre dernières années ;
- préalablement à l'introduction des animaux ou des produits d'aquaculture, les installations aient été nettoyées, désinfectées et soumises à un vide sanitaire d'au moins quinze jours, sous contrôle officiel.

Pour continuer à être reconnue indemne, une exploitation doit présenter les garanties prévues à l'article 12. Dans ce cas, les prélèvements sont effectués chaque année.

Le préfet, sur proposition du directeur des services vétérinaires, suspend, rétablit ou supprime la reconnaissance du statut indemne de l'exploitation continentale selon les règles fixées par l'article 13, et en informe le ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation.

Art. 16. – Pour être reconnue indemne, une exploitation littorale doit répondre aux conditions suivantes :

- elle est alimentée en eau par un système comprenant une installation susceptible de détruire les agents des maladies de la liste II de l'annexe I ;
- elle répond elle-même à tous les critères fixés pour une zone à l'article 11.

Pour continuer à être reconnue indemne, cette exploitation doit présenter les garanties prévues à l'article 12.

Le préfet, sur proposition du directeur des services vétérinaires, suspend, rétablit ou supprime la reconnaissance du statut indemne de l'exploitation littorale selon les règles fixées par l'article 13, et en informe le ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation.

Art. 17. – La liste des zones indemnes et des exploitations indemnes dans une zone non indemne est établie par la Commission européenne, sur proposition du ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation.

CHAPITRE III

Programmes de qualification

Art. 18. – Lorsqu'il est établi un programme visant à permettre à une zone ou à une exploitation d'être reconnue indemne vis-à-vis d'une des maladies visées par les listes II et III de l'annexe I, le ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation (directeur général de l'alimentation), sur proposition du directeur des services vétérinaires concerné, soumet ce programme à la Commission des Communautés européennes.

Y sont indiqués notamment :

- la situation de la maladie concernée et la justification du programme ;
- la zone ou l'exploitation et les espèces visées ;
- les mesures à prendre par les services de contrôle officiels pour assurer le bon déroulement du programme ;
- les plans d'échantillonnage qui prennent en compte la présence d'animaux aquatiques sauvages ;
- le nombre et la répartition des laboratoires agréés concernés et les méthodes de diagnostic qu'ils mettent en œuvre ;
- les mesures fixant les conditions sanitaires d'introduction des animaux et produits d'aquaculture ;
- les mesures réglementaires de lutte en cas de confirmation d'une de ces maladies.

TITRE IV

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 19. – Les contrevenants aux prescriptions du présent arrêté sont passibles des peines prévues par l'article 337 du code rural et le décret du 18 février 1963 susvisés.

Art. 20. – A l'article 1^{er} de l'arrêté du 30 mars 1987 susvisé, il est inséré, après le mot : « importation », les mots suivants : « en provenance de pays tiers ».

L'arrêté du 27 mai 1994 relatif aux conditions de police sanitaire régissant la mise sur le marché d'animaux et de produits d'aquaculture est abrogé.

Art. 21. – Le directeur général de l'alimentation au ministère de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation et les préfets sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 avril 1997.

*Le ministre de l'agriculture, de la pêche
et de l'alimentation,*
PHILIPPE VASSEUR

Le ministre de l'économie et des finances,
JEAN ARTHUIS

ANNEXE I

LISTE DES MALADIES ET DES ESPÈCES SENSIBLES

1	2
MALADIES	ESPÈCES SENSIBLES
LISTE I <i>Poissons</i> Anémie infectieuse du saumon (AIS) ..	Saumon de l'Atlantique (<i>Salmo salar</i>).
LISTE II <i>Poissons</i> Septicémie hémorragique virale (SHV).	Salmonidés. Ombre (<i>Thymallus thymallus</i>). Corégone (<i>Coregonus sp.</i>). Brochet (<i>Esox lucius</i>). Turbot (<i>Scophthalmus maximus</i>).
Nécrose hémato-poïétique infectieuse (NHI)	Salmonidés. Brochet (<i>Esox lucius</i>).
LISTE III <i>Poissons</i> Nécrose pancréatique infectieuse (NPI) Virémie printanière de la carpe (VPC). Corynébactériose (<i>Renibacterium salmoninarum</i>)	A préciser lors de l'établissement du programme de lutte.
Furonculose (<i>Aeromonas salmonicida</i>). Yersiniose ou maladie de la bouche rouge (ERM) (<i>Yersinia ruckeri</i>)	
Gyrodactylose (<i>Gyrodactylus salaris</i>) ..	
<i>Crustacés</i> Peste de l'écrevisse (<i>Aphanomyces astaci</i>)	

ANNEXE II

MODÈLE 1

Document de transport pour les poissons vivants, œufs et gamètes d'espèces sensibles visées à l'annexe I, colonne 2, des listes I et II provenant d'une zone agréée

I. – Pays d'origine :

Zone agréée :

II. – Exploitation d'origine (nom et adresse) :

III. – Animaux ou produits :

	POISSONS vivants	ŒUFS	GAMÈTES
Genre (nom commun et nom scientifique)			
Espèce (nom commun et nom scientifique)			
Quantité :	Nombre		
	Poids total		
	Poids moyen		

IV. – Destination :

Pays de destination :

Destinataire (nom et adresse) :

V. – Moyen de transport (nature et identification) :

VI. – Attestation sanitaire :

Je soussigné certifie que les animaux ou les produits faisant l'objet du présent envoi proviennent d'une zone agréée et qu'ils satisfont aux exigences de la directive 91/67/CEE.

Fait à, le
 Nom du service officiel

(nom en lettres capitales)

Cachet du service officiel

(titre du signataire)

(signature)

ANNEXE II

MODÈLE 2

Document de transport pour les poissons vivants, œufs et gamètes d'espèces sensibles visées à l'annexe I, colonne 2, des listes I et II provenant d'une exploitation agréée

I. – Pays d'origine :

II. – Exploitation d'origine (nom et adresse) :

III. – Animaux ou produits :

		POISSONS vivants	ŒUFS	GAMÈTES
Genre (nom commun et nom scientifique).....				
Espèce (nom commun et nom scientifique).....				
Quantité :	Nombre..... Poids total..... Poids moyen.....			

IV. – Destination :

Pays de destination :

Destinataire (nom et adresse) :

V. – Moyen de transport (nature et identification) :

VI. – Attestation sanitaire :

Je soussigné certifie que les animaux ou les produits faisant l'objet du présent envoi proviennent d'une zone agréée et qu'ils satisfont aux exigences de la directive 91/67/CEE.

Fait à, le

Nom du service officiel

(nom en lettres capitales)

Cachet du service officiel

(titre du signataire)

(signature)

ANNEXE II

MODÈLE 3

Document de transport pour les poissons ou les crustacés d'élevage vivants, leurs œufs et gamètes d'espèces non sensibles, autres que celles visées à l'annexe I, colonne 2, des listes I et II

Le présent document (1) doit accompagner le lot destiné à être introduit dans :

- une zone agréée (2) ;
- une exploitation agréée (2).

I. – Origine du lot :

Etat membre d'origine :

Exploitation d'origine :

Nom :

Adresse :

II. – Description du lot :

	ANIMAUX vivants	ŒUFS	GAMÈTES
Espèces			
Nom commun.....			
Nom scientifique.....			
Quantité			
Nombre.....			
Poids total.....			
Poids moyen.....			

III. – Destination du lot :

Etat membre de destination :

Destinataire :

Nom :

Adresse :

Lieu de destination :

IV. – Moyen de transport :

Nature :

Identification :

V. – Attestation sanitaire :

Je soussigné certifie que les animaux ou les produits faisant l'objet du présent envoi proviennent (2) :

a) De la zone (3) :
 agréée en ce qui concerne la ou les maladies suivantes (4) :

b) De l'exploitation suivante (5) :
 agréée en ce qui concerne les maladies suivantes :
 en conformité avec la décision (4) :

c) De l'exploitation suivante (5) :
 située dans une zone non agréée ne contenant pas de poissons, ou de crustacés (2) appartenant aux espèces sensibles visées à l'annexe A, listes I et II de la directive 91/67/CEE. Cette exploitation n'est pas en contact avec des cours d'eau ou des eaux littorales ou d'estuaire.

Fait à, le

Nom du service officiel

(nom en lettres capitales)

Cachet du service officiel

(titre du signataire)

(signature)

(1) Le présent document doit être au moins dans la ou les langues de l'Etat membre de destination.

(2) Biffer la ou les mentions inutiles.

(3) Description de la zone.

(4) Indiquer le numéro de la décision communautaire sur la base de laquelle l'agrément a été accordé.

(5) Nom et adresse de l'exploitation.

ANNEXE II

MODÈLE 4

Document de transport pour les poissons ou crustacés sauvages vivants, leurs œufs et gamètes

Le présent document (1) doit accompagner le lot destiné à être introduit dans :

- une zone agréée (2) ;
- une exploitation agréée (2).

I. – Origine du lot :

Etat membre d'origine :

Lieu d'origine :

Nom :

Adresse :

II. - Description du lot :

	ANIMAUX vivants	ŒUFS	GAMÈTES
<i>Espèce</i>			
Nom commun			
Nom scientifique			
<i>Quantité</i>			
Nombre			
Poids total			
Poids moyen			

III. - Destination du lot :

Etat membre de destination :

Destinataire :

Nom :

Adresse :

Lieu de destination :

IV. - Moyen de transport :

Nature :

Identification :

V. - Attestation sanitaire :

Je soussigné certifie que les animaux ou les produits faisant l'objet du présent envoi proviennent de la zone suivante (3) :

agréée en ce qui concerne la ou les maladies suivantes :

en conformité avec la décision (4) :

Fait à, le

Nom du service officiel

(nom en lettres capitales)

Cachet du service officiel

(titre du signataire)

(signature)

(1) Le présent document doit être au moins dans la ou les langues de l'Etat membre de destination.

(2) Biffer la mention inutile.

(3) Description de la zone.

(4) Indiquer le numéro de la décision communautaire sur la base de laquelle l'agrément a été accordé.

A N N E X E I I I

PLANS D'ÉCHANTILLONNAGE

Obtention du statut indemne : programme de qualification sur quatre ans.

	NOMBRE DE VISITES annuelles	NOMBRE DE POISSONS prélevés	NOMBRE DE LIQUIDES ovariens prélevés
1^{re} ET 2^e ANNÉE			
<i>Zone continentale</i>			
Exploitation comptant des géniteurs.	2	120 (1 ^{re} visite) 150 (2 ^e visite)	30 (1 ^{re} visite) 0
Exploitation ne comptant que des géniteurs.	2	0 0	150 (1 ^{re} ou 2 ^e visite)
Exploitation ne comptant pas de géniteurs.	2	150 (1 ^{re} visite) 150 (2 ^e visite)	0 0
<i>Zone littorale</i>			
Exploitation comptant des géniteurs.	2	120 (1 ^{re} visite) 150 (2 ^e visite)	30 (1 ^{re} visite) 0
Exploitation autre que de salmonidés ne comptant pas de géniteurs.	2	150 (1 ^{re} visite) 150 (2 ^e visite)	0 0
Exploitation de salmonidés ne comptant pas de géniteurs.	2	30 (1 ^{re} visite) 30 (2 ^e visite)	0 0
3^e ET 4^e ANNÉE			
<i>Zone continentale</i>			
Exploitation comptant des géniteurs.	2	20 (1 ^{re} ou 2 ^e visite)	10 (1 ^{re} ou 2 ^e visite)
Exploitation ne comptant que des géniteurs.	2	0	30 (1 ^{re} ou 2 ^e visite)
Exploitation ne comptant pas de géniteurs.	2	30 (1 ^{re} ou 2 ^e visite)	0
<i>Zone littorale</i>			
Exploitation comptant des géniteurs.	2	20 (1 ^{re} ou 2 ^e visite)	10 (1 ^{re} ou 2 ^e visite)
Exploitation ne comptant pas de géniteurs.	2	30 (1 ^{re} ou 2 ^e visite)	0
Nombre maximum de poissons prélevés par bassin : 10			

Maintien du statut indemne : visites et prélèvements à réaliser tous les ans à partir de l'obtention du statut indemne.

	NOMBRE DE VISITES annuelles	NOMBRE DE POISSONS prélevés	NOMBRE DE LIQUIDES ovariens prélevés
<i>Zone continentale</i>			
Exploitation comptant des géniteurs.	2	20 (1 ^{re} ou 2 ^e visite)	10 (1 ^{re} ou 2 ^e visite)
Exploitation ne comptant que des géniteurs.	2	0	30 (1 ^{re} ou 2 ^e visite)
Exploitation ne comptant pas de géniteurs.	2	30 (1 ^{re} ou 2 ^e visite)	0
<i>Zone littorale</i>			
Exploitation comptant des géniteurs.	2	20 (1 ^{re} visite ou 2 ^e visite)	10 (1 ^{re} ou 2 ^e visite)
Exploitation ne comptant pas de géniteurs.	1	30	0
Nombre maximum de poissons prélevés par bassin : 10			

Arrêté du 29 avril 1997 autorisant au titre de l'année 1997 l'ouverture d'un concours pour le recrutement d'un maître de conférences dans les établissements d'enseignement supérieur agricole publics relevant du ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation (femmes et hommes)

NOR : AGRA9700936A

Par arrêté du ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation et du ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation en date du 29 avril 1997, est autorisée au titre de l'année 1997 l'ouverture d'un concours pour le recrutement d'un maître de conférences, au titre des dispositions de l'article 58 du décret n° 92-171 du 21 février 1992.

Les chefs de travaux recrutés en application des dispositions du décret n° 65-541 du 1^{er} juillet 1965 ou du décret n° 68-537 du 30 mai 1968 modifié et remplissant l'une des conditions prévues à l'article 20 du décret n° 92-171 du 21 février 1992 pourront être recrutés en qualité de maîtres de conférences selon les modalités prévues aux articles 22 et 23 de ce même décret.

L'arrêté ouvrant le concours précisera la section, la discipline et l'établissement concerné.

Nota. - Tous renseignements peuvent être obtenus auprès du ministère de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation (direction générale de l'enseignement et de la recherche, sous-direction de l'enseignement supérieur et de la recherche, bureau des affaires juridiques et du recrutement), 1^{er} ter, avenue de Lowendal, 75700 Paris 07 SP.

Arrêté du 14 mai 1997 relatif au budget de l'Institut national des appellations d'origine pour l'exercice 1997

NOR : AGRP9701079A

Par arrêté du ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation et du ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement, en date du 14 mai 1997, le budget de l'Institut national des appellations d'origine est fixé, pour l'exercice 1997, à la somme de 92 025 500 F.

Arrêté du 16 mai 1997 portant modification du Catalogue officiel des espèces et variétés de plantes cultivées en France (semences de plantes fourragères et à gazon)

NOR : AGRP9701021A

Le ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation,

Vu le décret n° 81-605 du 18 mai 1981 modifié pris pour l'application de la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes, en ce qui concerne le commerce des semences et plants ;

Vu le décret n° 93-46 du 14 janvier 1993 portant réorganisation du comité technique permanent de la sélection des plantes cultivées et modifiant le décret n° 81-605 du 18 mai 1981 susvisé ;

Vu les arrêtés des 20 mai 1976, 14 mai 1979, 27 mars 1981, 7 juillet 1983, 1^{er} juin 1987, 30 mai 1988, 1^{er} juillet 1991, 19 août 1992, 22 décembre 1992, 6 février 1995 et 28 mai 1996 portant modification du Catalogue officiel des espèces et variétés de plantes cultivées en France (semences de plantes fourragères et à gazon) ;

Sur proposition du comité technique permanent de la sélection des plantes cultivées (section Plantes fourragères et à gazon),

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est prononcé, à la date du présent arrêté, le changement de dénomination d'une variété inscrite au catalogue par l'article 1^{er} de l'arrêté susvisé du 6 février 1995, qui est modifié en conséquence comme suit :

ESPÈCE	ANCIENNE dénomination	NOUVELLE dénomination
Fourrages annuels : Vesce commune d'hiver.....	Saphir	Safran

Art. 2. - Sont inscrites au Catalogue officiel des espèces et variétés de plantes cultivées en France dont les semences peuvent être commercialisées en France (liste A), pour une durée de dix ans à compter de la date du présent arrêté, les variétés désignées ci-après :

ESPÈCES	DÉNOMINATIONS	OBTENTEUR(S) ET RESPONSABLE(S) du maintien de la variété en sélection conservatrice
Graminées fourragères : Brôme sitchensis..... Dactyle.....	Hakari. Cabrett. Ludac. Medly.	Grassland Research (NZ). Limagrains Genetics SA (F). RM : DLF-Trifolium A/S (DK). INRA (F). RM : Agri-Obtentions (F). INRA (F). RM : Agri-Obtentions (F).
Fétuque élevée.....	Bariane. Centurion. Exella.	Barenbrug Holland (NL). INRA (F). RM : Agri-Obtentions (F). RAGT (F).
Ray-grass anglais.....	Abereclair. Armor. Barmedia. Bocage. Broutor. Compliment. Pastoral.	Welsh Plant Breeding Station (GB). Limagrains Genetics SA (F). RM : DLF-Trifolium A/S (DK). Barenbrug Holland (NL). Carneau Frères (F). Dansk Planteforædling (DK). RM : DLF-Trifolium (DK). Van der Have Grasses (NL). RAGT (F).